

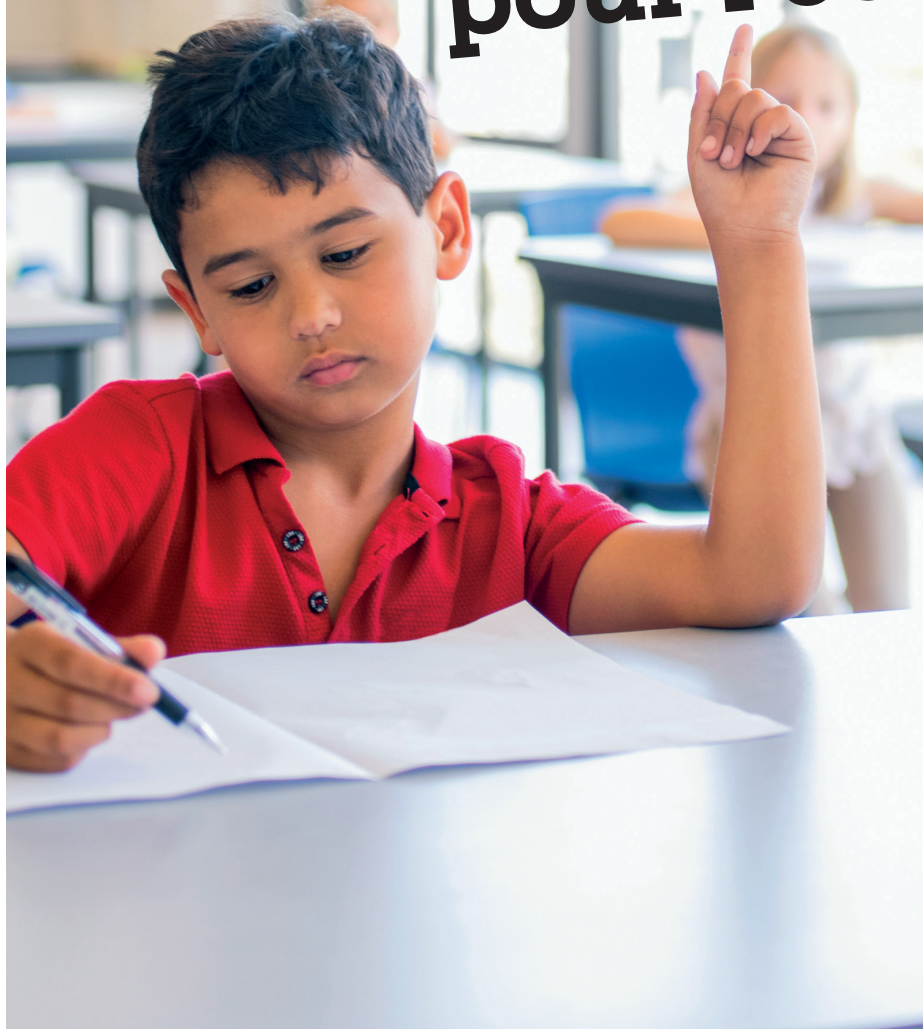


3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Démêler le vrai du faux dans les propositions
2. Faire le point sur la mandature Macron.
3. Diffuser le projet de la FCPE.

Présidentielle : quel avenir pour l'école ?



Objet d'une conception passéiste ou de propositions utopistes, **le sujet de l'éducation est maltraité** durant cette campagne. Il devrait pourtant occuper une place centrale compte tenu des enjeux qu'il comporte. La FCPE entend le rappeler aux candidats.

Texte :
ÉMILIE GILMER

Que disent les candidats ?



En scrutant les programmes, des idées fortes apparaissent et des tendances se dessinent. Tour d'horizon – non exhaustif – de ce que disent les candidats sur l'éducation, avec l'éclairage de Marie Duru-Bellat, sociologue de l'éducation.

Les apprentissages

- **À gauche de l'échiquier**, les candidats proposent entre autres « d'encourager la coopération entre pairs » (**Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo**) et de « réduire massivement les effectifs par classe » (**JL Mélenchon et Fabien Roussel**).
- **À droite de l'échiquier**, la suppression du collège unique domine. La proposition est clairement avancée par **Marine Le Pen et Éric Zemmour**. La première souhaite autoriser « l'apprentissage à partir de 14 ans » et le second, « proposer une voie professionnelle dès 14 ans. » **Valérie Pécresse** propose quant à elle un « examen d'entrée au collège pour créer des classes de 6^e de consolidation. »

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« On distingue d'emblée deux grandes familles de candidats : ceux qui préservent l'idée de mixité scolaire et tentent d'innover et ceux qui veulent revenir à une époque antérieure (en réinstallant des classes de niveaux ou des filières professionnelles précoces). Certains osent même suggérer l'apprentissage à 14 ans, alors que l'expérience nous montre que c'est un échec. Nos voisins européens y ont d'ailleurs renoncé. »

Le système éducatif

- **A. Hidalgo** parle de « casser les ghettos scolaires via l'adoption d'un « plan mixité » dans chaque département. »
- **JL Mélenchon** suggère de « réserver les fonds publics à l'école publique en abrogeant la loi Carle¹. »
- **Emmanuel Macron et V. Pécresse** privilégient tous deux l'idée de donner davantage d'autonomie aux établissements scolaires et aux équipes pédagogiques.

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« Déléguer aux échelons locaux semble être pour certains la réponse à tous les maux. Mais cette idée, très naïve, selon laquelle plus on décentralise, plus on est efficace, est démentie par l'expérience des pays anglo-saxons. Il est par ailleurs assez facile de suggérer la régionalisation quand on est du côté des « bien dotés », en Île-de-France par exemple. »



L'ÉCOLE COMPTE À PEINE 900 médecins pour 12 millions d'élèves. Un tiers des postes sont vacants, soit 500 praticiens manquants.

L'accueil des élèves porteurs de handicap à l'école apparaît dans l'ensemble des programmes, à l'exception d'Éric Zemmour qui évoque une « obsession de l'inclusion ».

Les missions des enseignants

- **La revalorisation des salaires** est évoquée par tous les candidats de gauche. Ces mêmes candidats proposent d'instaurer un service d'enseignants remplaçants (**Y. Jadot et JL Mélenchon**) et de mettre en œuvre un plan de pré-recrutement ouvert dès l'année de terminale (**JL Mélenchon, F. Roussel**).
- **É. Zemmour** suggère, lui, d'« accélérer la progression des carrières au mérite. »
- **E. Macron, comme Nicolas Dupont-Aignan**, souhaite lier la rémunération des enseignants à leur investissement.

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« La rémunération au mérite est une idée qui trouve un écho auprès d'un certain électorat. Pour autant, elle est inapplicable, puisque personne n'a jamais su mesurer le mérite des enseignants. Ce genre de proposition rappelle à quel point les programmes sont des messages que l'on transmet aux électeurs, bien plus que des idées de fond. »

L'école inclusive

- **L'accueil des élèves** porteurs de handicap à l'école apparaît dans l'ensemble des programmes, à l'exception d'**É. Zemmour** qui évoque une « obsession de l'inclusion ».

« Il y a un clivage très net entre ceux qui souhaitent sécuriser les droits des parents et ceux qui envisagent cette question sous l'angle de la sanction. »

MARIE DURU-BELLAT, SOCIOLOGUE

- **Y. Jadot** propose de « former les enseignants à des pédagogies adaptées » et **F. Roussel** suggère de « recruter 90000 AESH⁽¹⁾, sous statut de la fonction publique et avec une vraie formation. » **JL Mélenchon**, **M. Le Pen** et **N. Arthaud** comptent également embaucher plus de personnels.

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« Tout le monde (ou presque) est d'accord avec cette idée d'inclusion mais personne ne dit précisément comment faire. L'accueil des enfants en situation de handicap suppose une compétence technique que les enseignants n'ont pas, ce qui génère des situations très compliquées. C'est un débat de société qui mérite davantage d'attention et d'implication. »

La santé scolaire

- **Y. Jadot** parle de « renforcer une éducation à la santé dès le plus jeune âge, tenant compte de l'alimentation, de l'activité physique régulière, mais également une prévention contre toutes les addictions. »
- **JL Mélenchon** évoque le recrutement de « 6000 médecins, infirmières, psychologues scolaires et assistants sociaux afin de permettre à tous les enfants de bénéficier d'une visite médicale annuelle. »
- **V. Péresse** suggère de « confier la gestion de la médecine scolaire aux départements ».

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« La santé scolaire a toujours été une préoccupation plutôt « de gauche », dans la mesure où les enfants des milieux favorisés bénéficient chez eux du soin nécessaire. On observe d'ailleurs que V. Péresse se tourne une nouvelle fois vers une autorité locale pour lui en déléguer la tâche. »

Les parents d'élèves

- **JL Mélenchon** propose de « créer un statut des parents d'élèves délégués donnant droit à la formation et à congé de représentation opposable à l'employeur. »
- **À droite de l'échiquier**, on met surtout l'accent sur la responsabilisation des parents via « la suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en cas de carence éducative manifeste » (**M. Le Pen**) ou « la suspension des allocations familiales des parents d'élèves perturbateurs ou absentéistes. » (**É. Zemmour, N. Dupont-Aignan**)

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« Les propositions font ici apparaître un clivage très net entre ceux qui souhaitent sécuriser les droits des parents et ceux qui envisagent cette question essentiellement sous l'angle de la sanction. »

La voie professionnelle

- **V. Péresse** entend « confier les lycées professionnels aux Régions. »
- **A. Hidalgo** souhaite « permettre l'apprentissage et l'alternance dans tous les domaines tout au long de la vie » quand **M. Le Pen** propose de « développer massivement l'alternance dans l'artisanat, le secteur public et privé. »
- **F. Roussel** et **JL Mélenchon** s'accordent sur l'idée de « rétablir le bac professionnel en 4 ans ». Ce dernier suggère aussi de « supprimer les aides à l'apprentissage versées aux entreprises. » **P. Poutou** s'engage à ce qu'aucun salaire d'apprenti ne soit en dessous du Smic.

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« JL Mélenchon, qui a été ministre délégué à l'enseignement professionnel, remet en chantier une « vieille » idée de gauche qui est celle du « tout scolaire », via la suppression des aides aux entreprises. C'est un peu schématique... Il veut par ailleurs créer des classes supplémentaires dans les lycées professionnels, mais il ne dit pas comment attirer les jeunes vers ces filières qui ont aujourd'hui un fort problème d'attractivité. »

Les défis de demain

- **Éducation au numérique**, généralisation de l'usage des logiciels libres... **Y. Jadot, JL Mélenchon** et **A. Hidalgo** évoquent la question du numérique à travers différentes propositions.
- **JL Mélenchon** envisage aussi « un plan d'équipement en capteurs de CO₂ et en purificateurs d'air de l'ensemble des salles de classe » et la « végétalisation des cours de récréation. »

L'analyse de Marie Duru-Bellat

« Plusieurs chantiers prioritaires ne sont quasiment pas évoqués par les candidats. L'idée de formation tout au long de la vie, notamment, pour chaque élève. Repenser les parcours en facilitant la reprise d'études, le changement de voie, les passerelles entre filières – bref en évitant l'effet « tunnel » dans lequel les élèves français se sentent enfermés – permettrait aux élèves, et à leurs parents, d'envisager plus sereinement l'avenir. »

(1) Loi qui vise à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat

(2) Accompagnants des élèves en situation de handicap



RETROUVEZ SUR NOTRE SITE une infographie comparative des programmes des douze candidats pour l'éducation. Un panorama qui permet de voir en un clin d'œil les mesures qu'ils envisagent, classées par thématique. fcpe.asso.fr



Paris (75)

Sur le terrain ...



Quelles sont les revendications de la FCPE pour l'avenir de l'école ? Plus que jamais, elle défendra son projet éducatif, qui reste toujours d'actualité. Interview croisée de Carla Dugault et Nageate Belahcen, coprésidentes.

Quel est votre regard sur la place de l'éducation dans cette campagne ?

Nageate Belahcen : « Le constat est que les candidats survolent les questions éducatives, il n'y a pas de « plan », il n'y a pas de programme en profondeur. Aucun ne semble avoir pris la mesure de la tâche à accomplir. C'est problématique car l'école est au centre de la société. Former les futurs citoyens est un enjeu majeur pour l'avenir d'un pays.

Carla Dugault : Mon sentiment est que pour l'instant, du fait de la pandémie et de la guerre en Ukraine, l'ensemble de la campagne est inaudible. Les candidats comme les Français sont happés par autre chose. Mais au-delà de ça, l'éducation apparaît comme une non-priorité pour les candidats. Cela s'explique essentiellement, à mon avis, par un manque de connaissance de l'école publique, une déconnexion avec le terrain.

Comment expliquez-vous cette « déconnexion » ?

N.B. : Il y a un décrochage des politiques vis-à-vis de la « base », la société civile, les citoyens que nous sommes. Le taux d'absentéisme est révélateur, les gens aspirent à autre chose, veulent du concret. On ne peut pas construire une politique éducative sans s'appuyer sur la réalité du terrain. Or, il y a un vrai souci de dialogue dans le pays. Les réformes sont menées sans concertation. On consulte pour dire « on a consulté », mais on ne travaille pas réellement main dans la main avec la communauté éducative.

C.D. : Le grand problème est que l'école est à la traîne par rapport à l'évolution de la société. Prenez le numérique : aujourd'hui, les établissements scolaires sont très peu ou mal équipés, on l'a constaté au moment du confinement. De même, la question du bien-être et de la santé des enfants est délaissée. Un

exemple frappant est celui de la qualité des repas à la cantine. Alors que la société française progresse (valorisation des circuits courts, introduction du bio dans la restauration d'entreprise), la restauration scolaire, elle, est négligée. « L'école réinventée », que la FCPE appelle de ses vœux, commence par là : donner de vrais moyens à l'école pour affronter les défis actuels et à venir.

Cette école « réinventée » s'appuie sur quelles revendications ?

C.D. : Nous avons défini dix revendications (lire l'encadré) que nous allons transmettre aux candidats. La première concerne le système scolaire : nous souhaitons rappeler la nécessité de la présence de l'école publique sur tous les territoires. La FCPE porte depuis de nombreuses années cette revendication mais elle n'a jamais été aussi prégnante, car il y a aujourd'hui des territoires où les familles ne peuvent pas inscrire leur enfant dans un établissement public, faute d'offre.

N.B. : Il est urgent de réaffirmer que l'école publique est un bien commun qu'il faut protéger. On a de plus en plus l'impression que l'école publique est mise en concurrence avec l'école privée. Dans certains départements, le privé reçoit même davantage de financements que le public, ce qui est absolument anormal.

En ce qui concerne les apprentissages, que réclame la FCPE ?

C.D. : L'urgence est de réduire le nombre d'élèves par classe afin de favoriser les apprentissages avec un accompagnement réel pour chaque élève.

N.B. : On nous dit qu'on a dédoublé les classes de CP-CE1 en zone prioritaire. Certes, mais cela concerne un nombre limité d'élèves. Si on voulait vraiment des résultats, il faudrait le faire partout. Par ailleurs, la problématique du manque de remplacements s'est démultipliée pendant la crise sanitaire. On s'est retrouvé dans des situations ubuesques où l'on « déshabillait » une école pour en habiller une autre. Or, il n'a jamais été prévu de rajouter des brigades de remplaçants. La réalité est que l'Éducation nationale peine à recruter, c'est bien le signe que l'on est arrivé au bout d'un système et qu'il est urgent de trouver des solutions. Il ne s'agit pas d'annoncer des recrutements pour annoncer des recrutements. Il faut un véritable plan de revalorisation des métiers de l'enseignement pour remédier à cette pénurie, sans quoi on va au

LES 10 REVENDICATIONS DE LA FCPE

POUR « UNE ÉCOLE RÉINVENTÉE PAR CEUX QUI LA VIVENT »

- 1. Exiger que l'école publique soit présente sur tous les territoires**
- 2. Réduire les effectifs par classe pour favoriser les apprentissages**
- 3. Mettre fin à l'exclusion définitive des élèves pour des problèmes disciplinaires**
- 4. Garantir la présence d'un enseignant devant chaque élève**
- 5. Améliorer l'accueil des enfants en situation de handicap**
- 6. Sauver la santé scolaire**
- 7. Enseigner le droit dès l'école maternelle pour lutter contre les discriminations**
- 8. Renforcer le statut de parent délégué**
- 9. Faire en sorte que le lycée ne « trie » plus les élèves selon leur appartenance à une filière générale, technologique ou professionnelle, en les enfermant dans telle ou telle voie**
- 10. Préserver la gratuité de l'école**

devant de très grandes difficultés dans les années à venir.

On a beaucoup parlé d'école inclusive ces derniers temps, que propose la FCPE ?

C.D. : La priorité est d'accentuer la politique d'accueil, notamment des élèves en situation de handicap. Aujourd'hui encore, c'est un parcours du combattant pour obtenir un accompagnement, c'est absolument anormal. L'un des leviers est la revalorisation du statut d'AESH⁽¹⁾, c'est-à-dire une vraie reconnaissance et une vraie formation, car leur mission est indispensable pour bien accueillir ces enfants. La loi indique que l'école est inclusive mais, faute de moyens, il y a un gros décalage entre les textes et ce qui se passe sur le terrain.

N.B. : Notons aussi que l'école inclusive va au-delà du champ du handicap, puisque c'est une école qui prend soin des plus fragiles, qui prend soin de toutes les minorités. Ce terme englobe, par exemple, les enfants allophones⁽²⁾. Avec la guerre aux portes de l'Europe, et l'arrivée en France de nombreux réfugiés ukrainiens, comment va-t-on accueillir ces enfants au sein de l'école publique ? Cette question nous met face à une urgence : sortir enfin des discours et de l'affichage pour que le mot inclusif prenne tout son sens.

(1) Accompagnant d'élèves en situation de handicap

(2) Enfant dont la langue maternelle est une langue étrangère



EN SAVOIR PLUS :

Retrouvez l'intégralité des propositions de la FCPE sur notre site internet fcpe.asso.fr

Cette mandature a durablement compromis l'idée même de réforme

C'est l'heure du bilan pour la mandature Emmanuel Macron/Jean-Michel Blanquer.

Par quelles décisions a-t-elle été marquée ? Pour quels effets ? Le point de vue de Philippe Watrelot¹, professeur agrégé de sciences économiques et sociales.



© Laurence Guillemou

Votre sentiment général sur cette mandature ?

Chaque année, je demande aux internautes qui suivent mon blog (philippe-watrelot.blogspot.com) de résumer l'actualité éducative en trois mots. Lors de mon dernier sondage, les mots les plus cités sont défiance, mépris et mensonge. C'est assez parlant. En réalité, la mandature Blanquer, c'est d'abord un style de gouvernance : vertical, autoritaire, à la limite du déni et du mensonge.

Qu'entendez-vous par « gouvernance verticale » ?

La manière, par exemple, dont les 52 versions du protocole sanitaire ont été imposées aux établissements sans concertation, et avec une impréparation dont l'épisode d'Ibiza est emblématique. Aujourd'hui, enfin, Jean-Michel Blanquer perd son totem d'immunité médiatique (cf. les couvertures complaisantes auxquelles il a eu droit au long de son mandat). Sa

politique lui revient comme un boomerang. Exemple : on apprend qu'il y a de moins en moins d'élèves qui font des maths à cause de sa réforme du lycée. Il ne convainc plus personne, y compris ses anciens soutiens.

Et le dédoublement des CP-CE1 en Rep+, n'est-ce pas à mettre à son crédit ?

C'est plutôt une bonne idée en soi. Mais on sait qu'il aurait fallu 7000 postes supplémentaires pour faire les choses correctement. Or, selon la vieille logique du « déshabiller Pierre pour habiller Paul », on est allé chercher dans les classes de CE2-CM1 les enseignants manquants. Ce qui a abouti à augmenter le nombre d'effectifs par classe à certains endroits. On est dans une logique bureaucratique, mais aussi une logique économique. Prenez la réforme du lycée : c'est une réforme qui, en supprimant les filières, conduit à économiser des postes.

Le plan mercredi et les vacances apprenantes ?

Globalement, il s'agit de dispositifs qui existaient déjà sous d'autres formes. Ceci étant, c'est une grande constante de l'Éducation nationale que de redécouvrir des dispositifs qui existaient déjà.

Il n'y a donc rien à repêcher...

Jean-Michel Blanquer fait l'unanimité contre lui. Le problème, c'est ce que révèle cette unanimité. La défiance a atteint un tel niveau, que cette mandature a durablement compromis l'idée même de réforme. Beaucoup d'enseignants la perçoivent aujourd'hui directement comme une remise en question de leur travail. Il y a un réflexe d'autodéfense qui s'est mis en place. C'est pourquoi demain, l'enjeu majeur sera de « panser » l'école avant de la « penser ». Pour l'heure, l'idée même de transformation du système est devenue inaudible chez les enseignants.

(1) Auteur de « Je suis un pédagogue : gommer les clichés, construire une meilleure école », éd. ESF sciences humaines, 2021.



Quelques pistes pour parler des élections avec ses enfants

• La BD « L'élection présidentielle, les enfants passent à l'action ! »

Jules, 9 ans, et Mei, 12 ans, ne sont pas amis, mais aiment tous deux se réfugier sur un terrain vague perdu derrière leur immeuble lorsque le tumulte de la ville est trop fort. Problème : une entreprise de construction s'apprête à le raser... Alors la campagne présidentielle bat son plein, Jules et Mei contactent les candidats, et apprennent à leurs côtés le fonctionnement de notre démocratie : qu'est-ce qu'un programme ? Qui décide quoi ? Qui vote, et comment ? (Éd. Milan, à partir de 8 ans).

• La vidéo « 1 jour, 1 question » avec Lumni de France Télévisions

Ce module répond chaque jour à une question d'enfant en lien avec l'actualité, en une minute et trente secondes. L'objectif est d'aider l'enfant à construire son propre raison-

nement et à obtenir les clés qui lui permettront de se forger sa propre opinion. Retrouvez l'épisode « C'est quoi la campagne présidentielle ? ». Instructif !

lumni.fr/video/c-est-quoi-la-campagne-presidentielle

• Le podcast « Moi président(e) ! »

La maison de production audio Kidsono lance un podcast politique qui donne la parole aux enfants de 4 à 12 ans, sur les différentes thématiques abordées durant la campagne. Un nouvel épisode est à écouter tous les mercredis matins, qui permet aux enfants de s'exprimer sur des sujets variés tels que le climat, l'égalité fille-garçon, le harcèlement scolaire, etc. Le podcast est disponible gratuitement sur kidsono.studio et toutes les plateformes de podcast (Spotify, Deezer, Apple Podcast).

« L'abaissement de la majorité électorale de 18 à 16 ans figure aux programmes de trois candidats à l'Élysée : A. Hidalgo (PS), Y. Jadot (EELV) et JL Mélenchon (FI). »

FAQ DES PARENTS

LES FRANÇAIS SONT-ILS INTÉRESSÉS PAR CETTE CAMPAGNE ÉLECTORALE ?

À l'heure où l'on écrit ces lignes, la réponse est pour le moins mitigée. Comme le relevait le journal *Le Monde* le 3 février 2022, « seul un Français sur deux a récemment évoqué la campagne présidentielle avec ses proches » (selon un sondage IFOP réalisé fin janvier). Pire : on apprend que « l'institut Ipsos enregistre une chute d'intérêt de dix points pour l'élection par rapport à janvier 2017. »

COMMENT LA FCPE PEUT-ELLE LUTTER CONTRE LA DÉPOLITISATION AMBIANTE ?

« Une organisation comme la nôtre, qui œuvre chaque jour sur le terrain, auprès des familles, a la capacité de renouer le lien entre les citoyens et les politiques, rappelle Nageate Belahcen, coprésidente de la FCPE. C'est pourquoi nous comptons rappeler aux candidats qu'ils ont intérêt à s'appuyer sur notre expertise s'ils veulent retrouver la confiance des électeurs. » Très concrètement, la FCPE entend interpellier les candidats pour leur demander de s'engager sur ses revendications. « Nos propositions doivent être entendues, insiste Carla Dugault, également coprésidente. Car on est le porte-voix, non seulement de tous les adhérents de la fédération, mais de tous les parents qui sont en attente d'une amélioration du système éducatif français. »

UNE IDÉE POUR SUIVRE LES COULISSES DE CETTE CAMPAGNE ?

Carnets de campagne, éd Dargaud et le Seuil, à paraître le 13 mai 2022. Six autrices et auteurs de bandes dessinées vont suivre de l'intérieur la campagne des principaux candidats à la présidentielle de 2022. Leur « reportage » sera publié dans un recueil, dès le mois de mai, après le second tour.